



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.464/4
du 6 mars 2024

advies 75.464/4
van 6 maart 2024

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'ordonnance du
23 décembre 2016 relative à la
taxe régionale sur les
établissements d'hébergement
touristique et l'ordonnance de
6 mars 2019 relative au Code
bruxellois de procédure
fiscale'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
wijziging van de ordonnantie
van 23 december 2016
betreffende de gewestbelasting
op de inrichtingen van
toeristisch logies en de
ordonnantie van 6 maart 2019
betreffende de Brusselse
Codex Fiscale Procedure'

Le 26 janvier 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique et l'ordonnance de 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 mars 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mars 2024.

*

Op 26 januari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot wijziging van de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies en de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 maart 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 maart 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

1. Dans la mesure où l'avant-projet à l'examen se rapporte, dans plusieurs de ses dispositions, à l'ordonnance du 1^{er} février 2024 'relative à l'hébergement touristique', il y a lieu de s'assurer de l'entrée en vigueur de ce texte, qui doit encore être fixée par le Gouvernement conformément à l'article 45 de l'ordonnance du 1^{er} février 2024.

2.1. L'article 2 de l'avant-projet remplace l'article 5 de l'ordonnance du 23 décembre 2016 'relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique'¹, concernant l'exonération pour les établissements à caractère social, par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sont exonérés de la taxe visée à l'article 3, les établissements d'hébergement touristique qui appliquent une politique de prix socioéconomiquement acceptable, encourageant notamment des groupes cibles spécifiques tels que les jeunes, les familles ou les personnes économiquement défavorisées, tels que visés par l'article 5, § 1^{er}, 6^o, de l'ordonnance du (DATE) relative à l'hébergement touristique et son arrêté d'exécution.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Cet article dispose :

« Les établissements d'hébergement touristique qui sont des centres d'hébergement de tourisme social dans le sens de l'article 12 de l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique, peuvent bénéficier d'une exonération de la taxe calculée conformément à l'article 3, s'ils demandent cette exonération ».

L'article 12 de l'ordonnance du 8 mai 2014 dispose :

« § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 5 et de la déclaration préalable visée à l'article 14, l'exploitation d'un centre d'hébergement de tourisme social est soumise au respect des conditions spécifiques suivantes :

- a) la gestion de l'hébergement est confiée à un organisme qui ne poursuit aucun but de lucre ;
- b) l'hébergement est réservé aux membres de l'organisation gestionnaire ;
- c) l'hébergement est équipé d'un restaurant, d'un bar et d'un espace commun de détente, d'un espace cuisine et d'une laverie, d'un téléphone et d'un espace avec accès à internet ;
- d) l'hébergement dispose de logements en chambre individuelle et en chambre familiale ;
- e) une réception est accessible tous les jours de la semaine ;
- f) les prix pratiqués sont accessibles et inférieurs aux prix moyens pratiqués en hôtellerie pour un hébergement équivalent ;
- h) se trouver dans un bon état d'hygiène, de sécurité et d'entretien général.

§ 2. Le gouvernement arrête les conditions spécifiques de l'hébergement touristique visé au présent article.

§ 3. L'exploitant affiche le logo d'identification de l'hébergement touristique exploité dans la catégorie 'centre d'hébergement de tourisme social', dont le modèle, le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur et les modalités d'obtention sont arrêtés par le gouvernement.

§ 4. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement ».

§ 2. L'exonération est accordée par l'administration fiscale régionale sur demande du redevable. L'exonération prend cours à partir du premier jour du mois qui suit le mois durant lequel l'exonération a été demandée.

[...] ».

2.2. Selon le commentaire de cet article,

« L'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique fixait auparavant les conditions pour la reconnaissance des centres d'hébergement de tourisme social. Désormais, le Gouvernement fixera les catégories d'activités d'hébergement touristique, y compris les activités d'hébergement touristique à caractère social, et les conditions d'exploitation y liées, conformément à l'article 5, § 1, 6° de la nouvelle ordonnance relative à l'hébergement touristique. Il appartiendra donc au Gouvernement de déterminer les conditions de reconnaissance en tant que centre d'hébergement de tourisme social.

Le nouveau paragraphe 2 de l'article 5 prévoit que les nouvelles exonérations doivent être demandées par le redevable, qui devra démontrer que l'établissement touristique remplit toutes les conditions. À partir du mois suivant celui où l'exonération a été reconnue, aucune déclaration n'est plus requise.

[...] ».

2.3. Il ressort du principe de légalité en matière fiscale, consacré par les articles 170, §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, et 172, alinéa 2, de la Constitution, que le législateur doit fixer lui-même tous les éléments essentiels permettant de déterminer la dette d'impôt du contribuable et que, dès lors, une délégation de pouvoir au Gouvernement portant sur la détermination d'un ou de plusieurs de ces éléments est, en principe, inconstitutionnelle². Font partie des éléments essentiels de l'impôt, la désignation des contribuables, la matière imposable, la base d'imposition, le taux d'imposition et les éventuelles exonérations d'impôt³.

Toutefois, les dispositions constitutionnelles précitées ne vont pas jusqu'à obliger le législateur à régler lui-même chacun des aspects d'un impôt ou d'une exemption⁴. L'attribution d'une compétence à une autre autorité n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que la

² Avis 73.196/4 donné le 27 mars 2023 sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone « portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le 16 février 2022 », point 2, *Doc. parl.*, Parl. D. Gem., 2023-2024, n° 337/1, pp. 8-11. Voir aussi C.C., 27 octobre 2022, n° 138/2022, B.8.1 : « [...] la matière fiscale est une compétence que la Constitution réserve en l'espèce à la loi et que toute délégation qui porte sur la détermination d'un des éléments essentiels de l'impôt est, en principe, inconstitutionnelle. Les dispositions constitutionnelles précitées ne vont toutefois, pas jusqu'à obliger le législateur compétent à régler lui-même chacun des aspects d'un impôt ou d'une exemption. Une délégation conférée à une autre autorité n'est pas contraire au principe de légalité, pour autant qu'elle soit définie de manière suffisamment précise et qu'elle porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels ont été fixés préalablement par le législateur compétent. Font partie des éléments essentiels de l'impôt, la désignation des contribuables, la matière imposable, la base d'imposition, le taux d'imposition et les éventuelles exonérations d'impôt » ; C.C., n° 87/2023, 8 juin 2023, B.5.3.

³ C.C., 10 juillet 2014, n° 104/2014, B.6 ; C.C., 23 février 2017, n° 30/2017, B.11.

⁴ Voir par exemple l'avis 74.803/1-2-3-4 donné le 10 novembre 2023 sur un avant-projet devenu la 'Loi-programme' du 22 décembre 2023, *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3697/001, pp. 277-376.

délégation soit définie de manière suffisamment précise et qu'elle porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels ont été fixés préalablement par le législateur ⁵.

2.4. En l'espèce, la disposition en projet fixe un régime d'exonération, sur demande, en référence aux conditions qui seront fixées par le Gouvernement conformément à l'article 5, § 1^{er}, 6°, de l'ordonnance du 1^{er} février 2024 ⁶, pour des établissements d'hébergement touristique définis par le texte en projet comme les établissements « qui appliquent une politique de prix socioéconomiquement acceptable, encourageant notamment des groupes cibles spécifiques tels que les jeunes, les familles ou les personnes économiquement défavorisées ».

Au regard du caractère imprécis des termes utilisés (une politique de prix « socioéconomiquement acceptable » ou le fait d'encourager « notamment » des groupes cibles spécifiques « tels que »), le dispositif gagnerait à être complété, afin de mieux encadrer la délégation au Gouvernement à laquelle il se réfère et de permettre ainsi au contribuable de savoir s'il est susceptible de remplir les conditions de l'exonération qu'il pourrait solliciter.

3. À l'article 12, alinéa 3, en projet de l'ordonnance du 23 décembre 2016 (article 5, 2°, de l'avant-projet), il est prévu que « [l]e fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut, tenant compte de toutes les circonstances pertinentes [...], diminuer le montant de l'amende administrative visée à l'alinéa 1^{er} [lire l'alinéa 2] ». Si telle est bien l'intention, mieux vaut préciser que le fonctionnaire compétent pour diminuer le montant de l'amende est celui qui est compétent pour infliger l'amende.

4. L'article 13/1 en projet comporte deux paragraphes 3 ainsi que des renvois internes erronés dans les paragraphes 3 et 4 (censés devenir les paragraphes 4 et 5). La disposition sera revue.

5. Le paragraphe 2 de l'article 8 de l'avant-projet sera omis et le paragraphe 1^{er}, devenant l'alinéa unique, sera libellé comme suit :

« Les articles 2, 6 et 7 entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement ou, au plus tard, le [date à préciser] ».

⁵ Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir, par exemple, C.C., 20 novembre 2019, n° 188/2019, B.15.2.

⁶ L'article 5, § 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} février 2024 dispose :

« § 1^{er}. Le Gouvernement détermine des catégories d'activité d'hébergement touristique, en fonction : [...]

6° du caractère social de l'activité d'hébergement touristique ».

6. Le commentaire des articles est incomplet. L'article 3 de l'avant-projet, dont l'objet est de modifier l'intitulé de l'article 6 de l'ordonnance du 23 décembre 2016, ne fait en effet l'objet d'aucun commentaire. Le commentaire de l'article 3 qui figure dans le dossier communiqué à la section de législation se rapporte en réalité à l'article 4 de l'avant-projet. Il en résulte un décalage entre la numérotation indiquée dans le commentaire des articles et la numérotation du dispositif. Le commentaire des articles sera adapté en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. In zoverre verschillende bepalingen van het voorliggende voorontwerp betrekking hebben op de ordonnantie van 1 februari 2024 ‘betreffende het toeristische verblijf’, moet er zekerheid bestaan omtrent de inwerkingtreding van die tekst; de datum van inwerkingtreding daarvan moet nog vastgesteld worden door de Regering, overeenkomstig artikel 45 van de ordonnantie van 1 februari 2024.

2.1. Wat de vrijstelling voor inrichtingen met een sociaal karakter betreft, vervangt artikel 2 van het voorontwerp artikel 5 van de ordonnantie van 23 december 2016 ‘betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies’¹ door het volgende:

“§ 1. Zijn van de belasting bedoeld in artikel 3 vrijgesteld: de inrichtingen [voor] toeristisch logies die een socio-economisch aanvaardbaar prijsbeleid ter aanmoediging van specifieke doelgroepen zoals jongeren of achtergestelde gezinnen of personen voeren, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, 6°[,] van de ordonnantie van (DATUM) betreffende het toeristische verblijf en [in het] uitvoeringsbesluit [ervan].

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Dat artikel luidt als volgt:

“Inrichtingen van toeristisch logies die verblijfscentra voor sociaal toerisme zijn in de zin van artikel 12 van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristisch logies, kunnen van een vrijstelling van de overeenkomstig artikel 3 berekende belasting genieten, indien zij deze vrijstelling aanvragen.”

Artikel 12 van de ordonnantie van 8 mei 2014 is als volgt gesteld:

“§ 1. Onverminderd artikel 5 en de voorafgaande aangifte als bedoeld in artikel 14, beantwoordt de exploitatie van een verblijfscentrum van sociaal toerisme aan de volgende specifieke voorwaarden:

- a) het beheer van het logies wordt aan een instelling zonder winstoogmerk toevertrouwd;
- b) het logies is voorbehouden aan de leden van de beherende organisatie;
- c) het logies is uitgerust met een restaurant, een bar en een gemeenschappelijke ontspanningsruimte, een kookruimte en een wasruimte, telefoon en een ruimte met internettoegang;
- d) het logies beschikt over verblijven met individuele kamers en familiekamers;
- e) een receptie is alle dagen van de week toegankelijk;
- f) de gehanteerde prijzen zijn toegankelijk en lager dan de gemiddelde prijzen in het hotelwezen voor gelijkaardige logies;
- h) de inrichting moet in goede staat van hygiëne, veiligheid en algemeen onderhoud verkeren.

§ 2. De regering stelt de specifieke voorwaarden van het toeristische logies zoals bedoeld in dit artikel vast.

§ 3. De exploitant brengt het identificatielogo van het toeristische logies van de categorie ‘verblijfscentra van sociaal toerisme’ aan; het model, de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder en de nadere regels tot het verkrijgen ervan worden vastgesteld door de regering.

§ 4. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering.”

§ 2. De gewestelijke fiscale administratie kent de vrijstelling toe op aanvraag van [de] belastingplichtige. De vrijstelling heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de vrijstelling werd toegekend.

(...).”

2.2. In de commentaar op dat artikel staat het volgende:

“De ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristisch logies bepaalde voorheen de voorwaarden voor de erkenning van de verblijfscentra van sociaal toerisme. Voortaan zal de Regering de categorieën van de toeristische verblijfsactiviteiten, waaronder de toeristische verblijfsactiviteiten met een sociaal karakter en de daaraan verbonden exploitatievoorwaarden, bepalen overeenkomstig artikel 5, § 1, 6° van de nieuwe ordonnantie betreffende het toeristisch verblijf. Het zal aldus aan de Regering toekomen om de voorwaarden van erkenning als verblijfscentrum voor sociaal toerisme vast te stellen.

De nieuwe paragraaf 2 van artikel 5 bepaalt dat de vrijstelling moet worden aangevraagd door de belastingplichtige, die zal moeten aantonen dat de inrichting van toeristisch logies aan alle voorwaarden voldoet. Er hoeft vanaf de maand volgend op deze waarin de vrijstelling werd toegekend, geen maandelijks aangifte meer te gebeuren.

(...).”

2.3. Uit het legaliteitsbeginsel in fiscale zaken, dat verankerd is in de artikelen 170, §§ 1 en 2, eerste lid, en 172, tweede lid, van de Grondwet vloeit voort dat de wetgever zelf alle essentiële elementen moet vaststellen aan de hand waarvan de belastingschuld van de belastingplichtige bepaald kan worden en dat bijgevolg een delegatie van bevoegdheid aan de Regering die betrekking heeft op het bepalen van één of meer van die elementen, in beginsel ongrondwettig is.² Tot de essentiële elementen van de belasting behoren de aanwijzing van de belastingplichtigen, de belastbare materie, de heffingsgrondslag, de aanslagvoet en de eventuele belastingvrijstellingen.³

De voormelde grondwetsbepalingen gaan evenwel niet zover dat ze de wetgever ertoe zouden verplichten elk aspect van een belasting of van een vrijstelling zelf te regelen.⁴ Een aan een andere overheid verleende bevoegdheid is niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de

² Advies 73.196/4 van 27 maart 2023 over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap “houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Intergovernmental Authority on Development, gedaan te Brussel op 16 februari 2022”, punt 2, *Parl.St.* Parl.D.Gem. 2023-24, nr. 337/1, 8-11. Zie ook GwH 27 oktober 2022, nr. 138/2022, B.8.1: “(...) de fiscale aangelegenheid [is] een bevoegdheid (...) die te dezen door de Grondwet aan de wet wordt voorbehouden en (...) elke delegatie die betrekking heeft op het bepalen van een van de essentiële elementen van de belasting [is] in beginsel ongrondwettig (...). De voormelde grondwetsbepalingen gaan evenwel niet zover dat ze de bevoegde wetgever ertoe zouden verplichten elk aspect van een belasting of van een vrijstelling zelf te regelen. Een aan een andere overheid verleende bevoegdheid is niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de bevoegde wetgever zijn vastgesteld. Tot de essentiële elementen van de belasting behoren de aanwijzing van de belastingplichtigen, de belastbare materie, de heffingsgrondslag, de aanslagvoet en de eventuele belastingvrijstellingen”; GwH 8 juni 2023, nr. 87/2023, B.5.3.

³ GwH 10 juli 2014, nr. 104/2014, B.6; GwH 23 februari 2017, nr. 30/2017, B.11.

⁴ Zie bijvoorbeeld advies 74.803/1-2-3-4 van 10 november 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ‘programmawet’ van 22 december 2023, *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 3697/001, 277-376.

tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.⁵

2.4. *In casu* stelt de ontworpen bepaling, met verwijzing naar de voorwaarden die overeenkomstig artikel 5, § 1, 6°, van de ordonnantie van 1 februari 2024 door de regering vastgesteld zullen worden,⁶ een regeling voor vrijstelling op aanvraag vast voor inrichtingen van toeristisch logies die in de ontworpen tekst gedefinieerd worden als inrichtingen “die een socio-economisch aanvaardbaar prijsbeleid ter aanmoediging van specifieke doelgroepen zoals jongeren of achtergestelde gezinnen of personen voeren”.

Gelet op de vaagheid van de gebruikte bewoordingen (een “socio-economisch aanvaardbaar” prijsbeleid of het feit specifieke doelgroepen aan te moedigen “zoals”), verdient het aanbeveling het dispositief aan te vullen met het oog op een betere afbakening van de machtiging aan de Regering waarnaar in dat dispositief verwezen wordt, en er aldus voor te zorgen dat de belastingplichtige kan weten of hij kan voldoen aan de voorwaarden voor de vrijstelling die hij zou kunnen aanvragen.

3. Het ontworpen artikel 12, derde lid, van de ordonnantie van 23 december 2016 (artikel 5, 2°, van het voorontwerp) bepaalt dat “[d]e door de Regering aangeduide ambtenaar (...), rekening houdende met alle relevante omstandigheden (...), het bedrag van de opgelegde administratieve boete bedoeld in het eerste lid (lees: het tweede lid) [kan] verminderen”. Indien dat daadwerkelijk de bedoeling is, is het beter te vermelden dat de ambtenaar die bevoegd is om het bedrag van de boete te verminderen degene is die bevoegd is om de boete op te leggen.

4. Het ontworpen artikel 13/1 omvat twee paragrafen 3 en foutieve interne verwijzingen in de paragrafen 3 en 4 (die geacht worden de paragrafen 4 en 5 te worden). De bepaling moet herzien worden.

5. Paragraaf 2 van artikel 8 van het voorontwerp moet weggelaten worden en paragraaf 1, die het enige lid wordt, moet als volgt gesteld worden:

“De artikelen 2, 6 en 7 treden in werking op de datum bepaald door de Regering of uiterlijk op (datum nog te bepalen).”

⁵ Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie bijvoorbeeld GwH 20 november 2019, nr. 188/2019, B.15.2.

⁶ Artikel 5, § 1, van de ordonnantie van 1 februari 2024 luidt als volgt:

“§ 1. De Regering bepaalt categorieën van toeristische verblijfsactiviteit, in functie van: (...)

6° het sociaal karakter van de toeristische verblijfsactiviteit”.

6. De commentaar op de artikelen is onvolledig. Er wordt immers geen commentaar gegeven op artikel 3 van het voorontwerp, dat ertoe strekt het opschrift van artikel 6 van de ordonnantie van 23 december 2016 te wijzigen. De commentaar op artikel 3 die te lezen staat in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, heeft in feite betrekking op artikel 4 van het voorontwerp. Dat leidt tot een verschil tussen de nummering die gehanteerd wordt in de commentaar op de artikelen, en de nummering van het dispositief. De commentaar op de artikelen moet dienovereenkomstig aangepast worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO